



Jour de carence, salaires, conditions de travail, le mépris, ça suffit ! Toutes et tous en grève le 5 décembre

La colère est grande dans l'Éducation nationale. Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, tient un discours qui relève du fonctionnaire bashing et multiplie les contrevérités. Nous le rappelons avec force : les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas plus absents que dans le privé. Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures punitives comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénalisera les agents, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité, mais aussi davantage les femmes.

Jours de carence, diminution de l'indemnisation de l'arrêt maladie, suppression de la GIPA, gel de la valeur du point d'indice et absence de mesure salariale pour les agents dans le budget 2025 : le gouvernement stigmatise nos collègues, et dans le même temps organise la dégradation de notre pouvoir d'achat. Cette absence de revalorisation et même de considération ne peut qu'aggraver la crise de recrutement qui persiste dans l'Éducation nationale et fragilise le service public d'Éducation. La ministre Anne Genetet assume un renforcement du Pacte, alors même qu'il n'est en rien une mesure de revalorisation. Au contraire, il participe à l'alourdissement de la charge et du temps de travail Car, n'en déplaise à un ex-président de la République, les professeurs travaillent, plus de 40 heures par semaine, le week-end et pendant les vacances scolaires. Ils font tenir à bout de bras, avec les autres personnels de l'Éducation nationale, une École publique déjà exsangue du fait des coupes budgétaires et des politiques menées. Les 4 000 suppressions de postes annoncées vont encore dégrader le quotidien de nos collègues dans les écoles, collèges et lycées. L'École publique est à un point de bascule, ces mesures vont la pousser dans le vide.

Nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT EFRP, CGT Educ'action, SNALC, SUD Éducation dénoncent cette politique brutale qui savorde les services publics. Nous dénonçons également la multiplication des propos méprisants contre les personnels de l'Éducation nationale qui ne se sont pas engagés dans ces métiers pour être des punching-ball et alimenter le buzz politico-médiatique.

Nous appelons les personnels à se mettre en grève jeudi 5 décembre pour une première journée de mobilisation. Nous exigeons le retrait des mesures Kasbarian, la suppression du jour de carence, le rétablissement de la GIPA, une revalorisation du point d'indice et la suppression du Pacte. Tous les personnels doivent être revalorisés, sans contreparties et un vrai statut doit être créé pour les AESH. Les suppressions de postes doivent être annulées, des postes doivent être créés pour diminuer les effectifs dans les classes et pour améliorer les conditions de travail de tous les personnels.

Dès maintenant, nous appelons les collègues à se réunir pour s'informer, préparer la grève et toutes autres modalités d'actions pour dire stop, et discuter des suites. La participation de chaque collègue sera décisive : c'est bien par une mobilisation massive dès le 5 décembre que nous pourrons peser, inscrire les actions dans la durée... et gagner !

L'intersyndicale se réunira à la suite du 5 décembre pour discuter des suites de la mobilisation.

A Paris, le 18/11/2024